

Le Premier Ministre Carney interdit les importations en provenance de la soi-disant « Cisjordanie »

Ron Gray

Ancien chef, PHC Canada

En 2008, ma femme et moi avons effectué notre premier (et, à ce jour, unique) voyage en Israël. Il s'agissait pour nous d'un pèlerinage religieux, car nous appartenons à un courant chrétien moderne qualifié de « messianique. » L'assemblée que nous fréquentons à Abbotsford, en Colombie-Britannique, porte le nom de *Shabbat Shel Shalom* (« Sabbat de paix ») ; nous observons toutes les fêtes bibliques ainsi que le sabbat (le septième jour), et nous croyons que la Torah (les cinq premiers livres de la Bible) est un message de Dieu adressé à toute l'humanité, et que l'obéissance à ses préceptes (amour, paix, honnêteté, intégrité, respect d'autrui, etc.) constitue un guide valable pour une conduite morale. Nous croyons également en Jésus-Christ, le Messie, dont la mort, la mise au tombeau et la résurrection sont source de salut et d'espérance pour tous ceux qui croient.

Nous avons été tellement impressionnés par la convivialité, la gentillesse et l'esprit d'entreprise des Israéliens que nous nous sommes abonnés à un service appelé Aritza ; celui-ci nous envoie, tous les deux mois, des objets d'art représentatifs de la vie en Israël. Ces envois sont pour nous une source de plaisir et d'inspiration.

La possibilité d'acquérir ces objets tant convoités est désormais sur le point de nous être retirée par la décision arbitraire du gouvernement fédéral canadien d'interdire les importations en provenance d'entreprises opérant en « Cisjordanie » — appellation trompeuse pour ce territoire qu'il conviendrait plutôt de nommer « Judée-Samarie. »

Cette politique n'a jamais fait l'objet d'un débat au Parlement canadien ; il s'agit d'une mesure politique arbitraire adoptée par le Cabinet fédéral sans l'aval du Parlement. J'estime que ce seul fait rend *ultra vires* la récente décision du gouvernement canadien à l'encontre d'Israël.

Comme je vais le démontrer, cette décision politique irréfléchie repose également sur plusieurs niveaux d'informations erronées.

Dans les reportages consacrés à cette politique erronée, divers soi-disant « faits » erronés et faux ont été cités:

- La soi-disant « occupation » n'existe pas. Les terres de Judée-Samarie où sont construites des « implantations » juives appartiennent, dans tous les cas, à l'État d'Israël (il n'existe aucun autre État légal dans la région).
- La Judée et la Samarie **ont été** illégalement occupées pendant 19 ans — par la Jordanie ; elles ont été libérées et restituées à Israël à la suite de la victoire défensive d'Israël lors de la guerre des Six Jours de 1967.

- Il n'y a jamais eu d'État palestinien dans la région. Avant la Première Guerre Mondiale, alors que la région était appelée « Syrie du Sud » et gouvernée par l'Empire ottoman pendant 500 ans, aucune tentative n'a jamais été faite pour établir un État « palestinien ».
- Le terme « Palestinien » désignait autrefois un Juif du Moyen-Orient. Il n'a été associé à l'idée d'un État qu'au cours des années 1960 par le terroriste international Yasser Arafat, lequel a fondé l'Organisation de libération de la Palestine dans le but d'anéantir l'État juif d'Israël — un État dont la création avait été approuvée par la Société des Nations et lors de la conférence de San Remo, puis confirmée en 1947 par les Nations unies. Arafat était le neveu de Hadj Amin al-Husseini, le grand mufti de Jérusalem qui conspira avec Adolf Hitler pour planifier l'extermination mondiale des Juifs et qui recruta des Juifs bosniaques pour les SS nazis.
- La Cour internationale de Justice (CIJ), qui ne dispose d'aucune autorité légitime, a condamné Israël à maintes reprises tout en négligeant de sanctionner des nations ouvertement criminelles telles que la Corée du Nord, la Chine, la Somalie, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite, le Yémen, l'Iran... la liste est presque interminable.
- Je suis consterné de voir le Canada s'associer ouvertement à de tels États oppressifs en condamnant la seule démocratie libérale du Moyen-Orient. Israël est le seul pays du Moyen-Orient où les chrétiens peuvent vivre librement.
- La CIJ a formulé des accusations non étayées d'« apartheid » et de « nettoyage ethnique » à l'encontre d'Israël ; il y a bien eu du nettoyage ethnique en Judée-Samarie, mais les seuls cas avérés ont tous été le fait d'Arabes musulmans à l'encontre de Juifs et de chrétiens — comme les émeutes visant les Juifs à Hébron et dans le quartier juif de Jérusalem, ou les purges de chrétiens en Syrie, à Bethléem et en Égypte. La CIJ ne mentionne jamais ces cas.
- La présence ininterrompue des Juifs en Israël est attestée de longue date — depuis plus de 3 300 ans — par l'archéologie et les sources profanes, ainsi que par le récit biblique.

Le Cabinet fédéral du Canada et le Cabinet du Premier Ministre doivent annuler cette atteinte injuste et arbitraire aux libertés des citoyens canadiens.

Le PHC du Canada soutient le droit d'Israël, en tant que nation souveraine, de défendre ses frontières et de protéger sa démocratie dans l'environnement hostile du Moyen-Orient.

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Autorisé par l'agent principal du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada et peut être copié.
